



*Au service
des peuples
et des nations*

Programme des Nations Unies pour le Développement
Madagascar
Projet Renforcement de l'Etat de Droit (RED)
Rapport annuel – 2018

Award ID : 00087360

Durée du projet : 2015-2019

Effet UNDAF/CPD : Les institutions publiques, la société civile et les médias, au niveau central et décentralisé, exercent leurs rôles et sont redevables pour une gouvernance apaisée, protectrice des droits humains

Produit CPD : Résultat 2: Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

Total Budget : 819 499 USD

Agence de mise en œuvre : Ministère de la Justice

Liste de distribution aux parties prenantes :

1. Mr RANDRIANARIMANANA Tsantatiana Salama, Secrétaire Général du Ministère de la Justice
2. Mr RAZAFIMANANTSOA Tafita, Directeur National du Projet, Ministère de la Justice
3. Mme LALAHARINIVO Laurette, DGAJER, Ministère de la Justice
4. Mr RAHARIMANARIVO Naivo Andry, Directeur des Programmes et du Suivi Evaluation, Ministère de la Justice
5. Mme RANDRIANARISOA Salohy Norotiana, Directeur de l'Administration des Juridictions, Ministère de la Justice
6. Mr Le Directeur de l'Inspection des Juridictions, Ministère de la Justice
7. Mme RAKOTOMALALA Nadia Volatiana, Directeur des Reformes Législatives, Ministère de la Justice
8. Mr RAZAFINDRABE Rakotovao Roland, Directeur des Etudes, Ministère de la Justice
9. Mme BELALAHY Hanitriniaina, Directeur des Droits Humains et des Relations Internationales, Ministère de la Justice
10. Mr RANDRIA Frédéric, Directeur de la Communication, Ministère de la Justice
11. Mr ANDRIANIRINA Alain Bruno, Directeur de la Police Judiciaire (Ministère de la Sécurité Publique)
12. Colonel BOTOU Estelin, Directeur de la Police Judiciaire (Gendarmerie Nationale)
13. Mr Le Directeur de l'Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes
14. Mr DANIEL Anaclet, Directeur exécutif du Conseil de Développement d'Andohatapenaka, Coordonnateur TAZ Tana
15. Mr RAZAFINDRAIBE Jeannot Guy Georges, Représentant du Barreau de Madagascar
16. Mr RAKOTOARISON Edmond, Président Croix d'Or.
17. Mr MAKAL Alphonse, Président du CFM
18. Mme Yolande VIA, Fédération pour la Protection de la Femme et de l'Enfant (FPFE)
19. Mme ROBIARIVONY Josiane, Réseau des Femmes Malgaches Artisanes de la Paix (REFMAP)
20. ANDRIAMANANTENASOA Volahery, Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (OHCDH)

Synthèse du rapport annuel

1. Mise en œuvre des produits du CPD (résultats CPD)

Produit du CPD 2 : Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

Pour chaque indicateur de produit :

- Intitulé indicateur : *Pourcentage des affaires criminelles et correctionnelles par rapport au total des affaires enregistrées traitées par les tribunaux des zones d'intervention*

Pour la durée du projet :

- Baseline début du projet (2015) : 20,74 %
- Cible cumulée à la fin du projet (2019) : 60 %
- Réalisation (valeur cumulée) + % d'avancement vers la cible de fin du projet : 58 %

Pour l'année considérée :

- Baseline (valeur début d'année en cours = valeur cumulée fin année N-1) : 52 %
- Cible fin d'année : 58 %
- Réalisation (de l'année) + % d'avancement vers la cible de l'année : 58 % (avancement vers la cible : 100 %)

Commentaires et explications par rapport aux indicateurs susmentionnés :

A la fin de l'année 2017, la valeur cumulée des réalisations a atteint la cible de la fin du projet (52 %). Un réajustement de la cible 2018 et de celle à la fin du projet a été effectué dans le cadre du PTA 2018 (cible fin 2018 fixée à 58 % et cible à la fin du projet fixée à 60 %).

- Spécifier les groupes cibles et les zones d'intervention :

Domaines d'intervention	Zones d'intervention	Groupes cibles	Observations (nombre de bénéficiaires, ...)
Amélioration du fonctionnement de la chaîne pénale	Androy	Acteurs de la chaîne pénale	TPI (magistrats, greffiers), OPJ
Amélioration du fonctionnement de la chaîne pénale	Anosy	Acteurs de la chaîne pénale	TPI (magistrats, greffiers), OPJ
Amélioration du fonctionnement de la chaîne pénale	Atsimo - Andrefana	Acteurs de la chaîne pénale	TPI (magistrats, greffiers), OPJ
Amélioration du fonctionnement de la chaîne pénale	Menabe	Acteurs de la chaîne pénale	TPI (magistrats, greffiers), OPJ

- Grandes réalisations et résultats marquants dans cet Output (facteurs explicatifs, résultats chiffrés, de nouveaux indicateurs pertinents peuvent être rajoutés) :

Domaines d'intervention / d'activité	Réalisations / résultats chiffrés à l'appui	Facteurs explicatifs (facteurs de succès)	Source des données	Observations
Amélioration du fonctionnement de la chaîne pénale	Les capacités de 164 acteurs de la chaîne pénale sont renforcées dans le domaine des Reformes du Code de Procédure Pénale : - 62 magistrats dont 30 hommes (48 %) et 37 femmes (52 %) - 102 Officiers de Police Judiciaire dont 89 hommes (87 %) et 13 femmes (13%),	Implication effective de la partie nationale (notamment de la Direction des Reformes Législatives du MinJus, de la Direction de la Police Judiciaire du MSP et du SEG)	Rapports de mission Fiches de présence	
Amélioration du fonctionnement de la chaîne pénale	Les capacités de 138 greffiers sont renforcées dans les domaines de l'exécution des décisions de justice et du Frais de Justice Pénale et Assimilés ou FJPA : - 138 greffiers dont 79 hommes (57%) et 59 femmes (43%)	Implication effective de la partie nationale (notamment de la Direction des Greffes Judiciaires du MinJus)	Rapports de mission Fiches de présence	
Amélioration du fonctionnement de la chaîne pénale	Les capacités de 27 responsables pénitentiaires sont renforcées dans le domaine de la gestion des greffes pénitentiaires	Implication effective de la partie nationale (de la Direction Générale de l'Administration Pénitentiaire)	Rapports de mission Fiches de présence	
Amélioration du fonctionnement de la chaîne pénale	Les acteurs de la chaîne pénale sont outillés dans l'analyse des affaires judiciaires traitées : les centres de documentation des Cours d'appel de Toliara et de Fianarantsoa sont dotés en ouvrages nouveaux, en mobiliers de rangement et en équipements ICT		Rapports de mission	
Amélioration du fonctionnement de la chaîne pénale	L'accès à la justice pour les justiciables vivant dans des zones isolées est favorisé, à travers l'appui à la tenue d'audiences foraines, d'audiences des Cours Criminelles Ordinaires et des Cours Criminelles Spéciales (Nombre des personnes ayant accès à la justice dans le cadre de ces audiences : 380)	Planification objective en fonction du contexte local	Rapports de mission	

(Handwritten signatures and initials)

Amélioration du fonctionnement de la chaîne pénale	La réhabilitation des Tribunaux de Première Instance de Morombe et de Miandivazo est lancée (travaux réalisés à 50 %)	Suivi régulier de l'avancement des travaux par les responsables locaux	Rapports de mission de suivi	
Vulgarisation du cadre légal en matière pénale	Le Code pénal est traduit en langue malagasy	Consultation élargie des personnes ressources	Le code traduit	
Vulgarisation du cadre légal en matière pénale	474 responsables publics au niveau des Collectivités Décentralisées et des Services Techniques Déconcentrés des 3 régions sont mobilisés contre la vindicte populaire (SAVA : 129, SOFIA : 191, Antsinanana : 154)	Participation effective des autorités locales	Rapports de mission Fiches de présence	
Vulgarisation du cadre légal en matière pénale	L'appui à l'exécution du Plan de mise en œuvre des recommandations de l'EPU est réalisé à travers le soutien à la rédaction des rapports périodiques sur les DH	Participation de tous les acteurs concernés (Etat, société civile, CNIDH, ...)	Rapports de mission Fiches de présence	
Amélioration de l'accès à la justice	L'accès à la justice des est assuré à travers l'opérationnalisation des cliniques juridiques - Bénéficiaires (2018) : 5 085 dont 4 280 femmes (84%) et 805 hommes (16 %)	Facilitation des échanges entre les responsables des cliniques juridiques	- Rapport d'activités des cliniques juridiques - Registre RCC au niveau des cliniques	

- **Résultats obtenus mais non planifiés (expliquer et chiffrer) le cas échéant : X**

- **Remarques ou observations importantes éventuelles sur l'Output considéré :**

Les réalisations de cette année ont été marquées par une forte implication de la partie nationale, aussi bien au sein du Ministère de la Justice (*Direction Générale des Programmes et des Ressources, Direction Générale de l'Administration de la Justice, des Etudes et des Reformes, Direction des Etudes, Direction de l'Administration de la Justice, Direction des Réformes Législatives, Direction des Greffes Judiciaires, Direction des Programmes, du Suivi-Evaluation, Direction des Affaires Administratives, Financières et du Patrimoine, Direction des Droits Humains et des Relations Internationales, Direction de la Communication, Direction de l'Inspection des Juridictions*) qu'avec les autres départements ministériels (*Ministère de la Défense Nationale, Ministère de la Sécurité Publique, Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, Secrétariat d'Etat à la Gendarmerie*).

2. Mise en œuvre des produits du plan stratégique

Produit du plan stratégique :

- Indicateur : *Number of people who have access to justice, disaggregated by sex and marginalised group*
- Baseline (2016) : 4 003
- Cible annuelle cumulée (2018) : 7 500
- Valeur actuelle cumulée (2018) : 11 954 dont 9 416 femmes (79 %) et 2 538 hommes (21 %).

Commentaires :

Dans le domaine de l'**amélioration de l'accès à la justice des groupes vulnérables** (à travers l'**opérationnalisation des cliniques juridiques**), la cible annuelle est largement dépassée. L'atteinte des résultats s'explique en grande partie par les actions de renforcement des capacités techniques des responsables des cliniques ainsi que par l'harmonisation de leur approche et modalités d'intervention.

Les trois vagues de formation ont vu la participation de 96 *bénéficiaires* responsables de Cliniques juridiques, dont 51 hommes (53%) et 45 femmes (47%).

Les justiciables concernés par les **audiences foraines et les audiences des Cours Criminelles** dans les zones d'intervention font également partie des *personnes ayant eu accès à la justice* (349 personnes en 2018).

Spécifier les groupes cibles et les zones d'intervention (2018) :

Domaines d'intervention	Zones d'intervention	Groupes cibles	Nb bénéfic. Cliniques Jur.	Nb bénéfic. Audiences
Accès à la justice	Atsimo-Andrefana	Population vulnérable	937	107
Accès à la justice	Anosy	Population vulnérable	728	88
Accès à la justice	Antananarivo	Population vulnérable	2 084	-
Accès à la justice	Farafangana	Population vulnérable	469	-
Accès à la justice	Manakara	Population vulnérable	519	-
Accès à la justice	Mananjary	Population vulnérable	346	-
Accès à la justice	Androy	Population vulnérable	2 (nouveau TAZ, à Ambovombe)	58
Accès à la justice	Menabe	Population vulnérable	-	154
Total			5 085	349

- Grandes réalisations et résultats marquants dans ce produit (facteurs explicatifs, résultats chiffrés, de nouveaux indicateurs pertinents peuvent être rajoutés) :

Domaines d'intervention / d'activité	Réalisations / résultats (langage de changement) et chiffres à l'appui	Facteurs explicatifs (facteur de succès)	Source des données	Observations
Amélioration de l'accès à la justice	L'accès à la justice pour les groupes vulnérables est assuré à travers l'opérationnalisation des activités d'assistance juridique de proximité, par les <i>cliniques juridiques</i> : - Bénéficiaires (2018) : 5 085 dont 4280 femmes (84%) et 805 hommes (16 %)	Facilitation des échanges entre les responsables des cliniques juridiques	Rapport d'activités des cliniques juridiques Registre RCC auprès des cliniques juridiques	
Amélioration de l'accès à la justice	La nouvelle clinique juridique à Ambovombe est mise en place et opérationnelle		Rapport de mission	
Amélioration de l'accès à la justice	Les capacités techniques des responsables des 9 cliniques juridiques appuyées par le PNUD sont renforcées dans les domaines du rapportage technique et financier, de la prise en charge des plaignants/victimes (conseil, orientation, réconciliation) - Nb total des participants bénéficiaires des formations (3 vagues) : 96 dont 51 hommes (53%) et 45 femmes (47%)	Implication de tous acteurs concernés : PNUD, DAJ, TAZ	Rapport de mission Fiches de présence	

- Résultats planifiés non atteints (facteurs explicatifs) :

Domaines d'intervention / d'activité	Résultats planifiés (non atteints)	Facteurs explicatifs de la non atteinte des résultats	Observations
-	-	-	-
-	-	-	-

- Résultats obtenus mais non planifiés (expliquer et chiffrer) le cas échéant :

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités des cliniques juridiques, les actions de sensibilisation sur les droits humains menées par la clinique juridique de Fort-dauphin a abouti à la **délivrance de copies d'acte de naissance à 186 personnes**, à la suite de procédures engagées au niveau du Tribunal de Première Instance relatives à des jugements supplétifs.

La clinique de Fort-dauphin a ainsi pu donner une suite favorable aux sollicitations des personnes sensibilisées en droits humains, qui ont manifesté le souhait d'être inscrites sur le registre d'Etat civil et de devenir des citoyens à part entière. Il est à rappeler que l'inscription au registre de l'Etat civil et la possession de copie d'acte de naissance constitue une condition pour l'inscription des enfants dans les établissements scolaires.

D

f

12

3. Autres indicateurs :

Indicateurs du PTA

Résultats escomptés	Indicateurs (avec désagrégation)	Baseline (avec désagrégation)	Cible annuelle (Valeur des indicateurs avec désagrégation)	Valeur actuelle (avec désagrégation)	Source de données	Moyen de vérification
<u>Résultat d'activités 1 :</u> Le fonctionnement de la chaîne pénale est amélioré dans les zones d'intervention	<i>Indicateur 1 : Nombre d'initiatives engagées dans les zones d'intervention en faveur d'un meilleur fonctionnement et de la coordination des acteurs de la chaîne pénale</i>	20 (2016)	40 (2018)	42 (2018)	Rapports d'activités	Rapports d'activités
<u>Résultat d'activités 2 :</u> Les capacités d'accès à la justice sont améliorées dans les zones d'intervention	<i>Indicateur 1 : Nombre de personnes vulnérables (en particulier les femmes et les jeunes) ayant bénéficié d'un accès gratuit aux services juridiques et judiciaires et d'une sensibilisation aux droits</i>	4003 (2016) 6520 (2017)	7 500 (2018)	11 954 (Valeur actuelle cumulée 2018), Femmes : 9416, 79% Hommes : 2538, 21%	- Rapports d'activités des cliniques juridiques, - Registre RCC au niveau des cliniques - Ordonnances relatives aux audiences foraines, audiences des Cours Criminelles	Rapports d'activités

Nombre d'activités prévues pour l'année concernée :

- Nombre d'activités achevées : 21
- Nombre d'activités en cours : 3
- Nombre d'activités non commencées : 1

Le démarrage des travaux de réhabilitation des TPI de Morombe et de Miandrivazo (1 semestre 2018) a été reprogrammé à cause des contraintes de calendrier au niveau de l'ingénieur-conseil en charge du suivi des travaux. Le recrutement d'un deuxième ingénieur conseil a permis de faire avancer la procédure de sélection des prestataires et les travaux.

Par ailleurs, l'activité relative à l'étude sur la mise en place d'un cadre juridique du Travail d'Intérêt Général (TIG) est reprogrammée par le Ministère de la Justice pour 2019.

4. Prise en compte du genre

La prise en compte du genre fait partie des principes qui guident la mise en œuvre des activités du projet, sachant qu'il ne saurait y avoir de développement humain durable ni de respect de l'Etat de droit si une partie de la communauté est marginalisée et n'est pas en mesure d'exercer ses droits et libertés au même titre que l'ensemble de la population.

Pour toute l'année 2018, le pourcentage des femmes ayant bénéficié des services des 6 cliniques juridiques appuyées par le PNUD s'élève à 82 % (9 496 femmes sur un total de 11 520 personnes).

Par ordre d'importance, les principales catégories de conflits traités sont :

- Les conflits d'ordre familial (y compris les pensions alimentaires, le partage des biens, la garde d'enfants et les violences conjugales, ...),
- Les conflits fonciers,
- Les conflits relatifs à des actes de maltraitance.

5. Coopération Sud-Sud

Le Projet a appuyé la participation de deux magistrats du Pôle Anti-Corruption à un séminaire de formation et de partage sur la *Prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme* à Dakar, avec la collaboration de l'Institut de Perfectionnement et de Renforcement de Capacités (ISPREC – Dakar)

Cette activité a permis de renforcer les capacités des magistrats concernés et du Pôle Anti-Corruption dans l'accomplissement de leur mission et contribue à l'instauration de l'Etat de droit.

6. Renforcement des capacités nationales

L'appropriation nationale étant un élément fondamental de l'approche de mise en œuvre du Projet, le volet renforcement de capacités des acteurs de la chaîne pénale se trouve au centre de ses interventions.

Ainsi l'initiative visant l'amélioration du fonctionnement de la chaîne pénale a bénéficié à 67 magistrats, 102 officiers de police judiciaire de la Gendarmerie nationale et de la Police nationale venant des districts des zones d'intervention du Projet. Les capacités techniques des magistrats et des OPJ dans le domaine des réformes du Code de Procédure Pénale ont été renforcées à travers les séances de formation et de partage d'expérience en la matière.

Il en est de même des greffiers (138 bénéficiaires) dont les compétences dans le domaine de l'application des décisions de justice, ont été renforcées à travers des séances de partage et de formation.

Les missions d'échanges et les ateliers de formation organisées à l'intention des associations nationales gérant les cliniques juridiques, ont également été une opportunité pour renforcer les capacités de leurs dirigeants et techniciens dans la mise en œuvre des activités de prise en charge des plaignants et de sensibilisation en Droits humains. Ces initiatives expliquent le niveau important des réalisations enregistrées à la fin de l'année 2018.

7. Durabilité des résultats

Les parties prenantes dans la mise en œuvre du projet considèrent que les résultats obtenus sont pérennes ou peuvent être pérennisés étant donné le niveau de l'appropriation par la partie nationale des initiatives mises en œuvre et des réalisations dans le cadre du projet. Ce constat est valable aussi bien au niveau des acteurs de la chaîne pénale que du côté des structures associatives gérant les cliniques juridiques ou TranoAroZo.

Pour ces dernières, la stratégie de sortie à mettre en œuvre comprendra :

- La poursuite de la mise en place d'un cadre juridique officialisant l'existence des TranoAroZo et leur permettant de recevoir des soutiens financiers provenant de l'Etat,
- Le développement d'un cadre de collaboration avec les structures institutionnelles pérennes (les collectivités territoriales décentralisées, les services techniques déconcentrés) dont les actions peuvent être capitalisées pour contribuer à la durabilité des résultats,
- Le développement d'un cadre de partenariat avec les organismes d'appui.

8. Les principaux problèmes rencontrés et les solutions trouvées

Quelques problèmes ont été rencontrés dans la mise en œuvre des activités du Projet au cours de l'année :

- La difficulté à trouver des prestataires, fournisseurs pour certains services, biens ou matériels. Les relances de l'Appel à propositions ont permis de réaliser les activités, tout en procédant à des réajustements dans le calendrier de mise en œuvre ;
- Le départ du VNU Spécialiste en Etat de droit et Réforme de la Justice a amené l'équipe du Projet à impliquer davantage la partie nationale dans l'exécution de celui-ci.

9. Perspectives pour l'année prochaine

Volet Amélioration du fonctionnement de la chaîne pénale dans les zones d'intervention :

- Renforcement des capacités des Magistrats, OPJ, pénitenciers, greffiers et huissiers dans les domaines prioritaires ayant des impacts directs sur le fonctionnement de la chaîne pénale
- Réhabilitation des locaux du TPI d'Ampanihy et de Fort-dauphin;

- Dotation aux unités de la police judiciaire des outils pour la police technique et scientifique (niveau central) et autres matériels et équipements à la PJ de Ihosy et Betroka (poursuite de la procédure en cours)
- Appui aux unités documentaires des juridictions
- Encadrement et suivi de la collecte des statistiques judiciaires
- Appui à la tenue des audiences foraines et cours criminelles des 9 TPI des zones d'intervention du Projet

Volet Vulgarisation du cadre légal malgache en matière pénale :

- Edition du CP et du CPP
- Poursuite et approfondissement des actions de sensibilisation sur la lutte contre la vindicte populaire,
- Contribution à la mise en œuvre des recommandations de l'EPU : appui à la rédaction du rapport de mise en œuvre.

Volet amélioration des capacités d'accès à la justice des populations dans les zones d'intervention :

- Mise en œuvre des actions visant la pérennisation des cliniques juridiques.
- Assurer une meilleure visibilité des activités des cliniques juridiques.

10. Leçons apprises, bonnes pratiques et innovations

- Leçons apprises :

Pour le volet Amélioration de l'accès à la justice, l'implication plus accentuée du Ministère de la Justice (Direction de l'Administration des Juridictions), des autres services étatiques et des collectivités décentralisées a contribué au niveau important des réalisations de cette année.

En ce qui concerne les acteurs de la chaîne pénale, la combinaison de l'appui en termes de renforcement des capacités techniques avec l'appui matériel est déterminant dans l'atteinte des résultats escomptés.

- Bonnes pratiques :

Compte tenu du changement dans la composition des personnels des cliniques juridiques, la réalisation périodique de séances d'échanges d'expériences et de formation contribue à un niveau satisfaisant de réalisation.

Les actions *de proximité* en matière de sensibilisation en droits humains ont permis d'identifier les problématiques spécifiques à chaque localité des zones d'intervention.

- Innovations (approches, collecte analyse de données etc.) :

Les parties prenantes au Projet retiennent l'adoption de solutions et de mesures innovantes quant à la pérennisation des cliniques juridiques et la réalisation d'actions de mobilisation contre la vindicte populaire.

Projet/programme :

Signature :



Olivier RAKOTONIRINA
Coordonnateur - Projet RED

Date :

Partie nationale (DNP):

Signature :



Date :

PNUD :



Signature :



Date :

